



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Carole DONADA, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Joël VERA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Ville de Montpellier

- Modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La maîtrise du développement de la Ville de Montpellier et des projets urbains qu'elle implique en matière d'urbanisme, rendent les adaptations du Plan Local d'Urbanisme (PLU) fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte que le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été engagé, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018. Ce projet intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la Ville de Montpellier et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création, modification ou suppression d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de forme relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

1 – Modifications du PLU

Les modifications de fond

Modification n°1 : HOPITAUX FACULTES - Avenue du Père Soulas - Institut médico-éducatif (IME) : classement en zone d'unités foncières institutionnelles 3U1-1bw de la parcelle de l'IME pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°2 : PLAN DES QUATRE SEIGNEURS - Rue de la Thériaque : classement en secteur de zone 4U1-1e de la totalité de l'unité foncière de l'IDRAC (école supérieure de commerce) pour permettre l'extension de l'établissement.

Modification n°3 : CENTRE - ANTIGONE - résidence Port Juvénal : intégration de la totalité des redents de la façade arrière de la résidence Port Juvénal (arcs nord et sud) dans l'emprise constructible de la zone 1U4 afin de faciliter la gestion de ces espaces.

Modification n°4 : HOPITAUX FACULTES – rue de la Croix Verte – Institut du Cancer de Montpellier (ICM) : création d'un secteur de hauteur maximale des constructions à 15 mètres pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°5 : CENTRE - GARES - ZAC Nouveau St Roch - rue Leenhardt : augmentation des hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50 m à 19 m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

Modification n°6 : PLAN DES 4 SEIGNEURS – rue de l'Hortus - route de Mende : modification du règlement du secteur de zone 1AU-2w et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C2b afin de favoriser les perspectives d'évolution de ce secteur prochainement desservi par la ligne 5 du tramway.

Modification n°7 : PRES D'ARENES – rue de Saint Hilaire : extension du secteur 2U1-8cw pour accompagner les mutations le long de la ligne 4 du tramway.

Modification n°8 : PRES D'ARENES - avenue de Palavas : extension ponctuelle du secteur 2U1-8cw afin d'introduire de la mixité (logements) et de permettre le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°9 : PRES D'ARENES – avenue du Docteur Fourcade : levée partielle de l'emplacement réservé N1 pour l'ancien autoroute A9 sur la parcelle DO n°51, cet emplacement réservé n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°10 : HOPITAUX FACULTES - rue de Puech Villa : extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur et de permettre des opérations de logements.

Modification n°11 : CROIX D'ARGENT - Avenue Villeneuve d'Angoulême - rue Colucci : modification de l'emplacement réservé C26 afin de permettre la desserte du secteur.

Modification n°12 : BEAUX ARTS - rue Henri Dunant-route de Mende : création d'un secteur de zone 1U2-7 afin de permettre la mutation d'un secteur à l'angle de deux axes majeurs.

Modification n°13 : PRES D'ARENES – Boulevard d'Orient – Avenue Albert Dubout : modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Boulevard d'Orient » afin de prendre en compte les récentes études sur la desserte du quartier.

Modification n°14 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : création d'un secteur de zone 2U1-15cw rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, création d'un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'Intérêt National pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, création d'un secteur de zone 2U1-15cw entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements, modifications, suppressions et créations d'emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°15 : CROIX D'ARGENT - PAS DU LOUP - Avenue de Vanières - Quai Flora Tristan : extension du secteur de zone 2U1-1f pour introduire une mixité fonctionnelle (logements).

Modification n°16 : MALBOSC : suppression de l'emplacement réservé R54 pour groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

Modification n°17 : ESTANOVE - EAI : modification du règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

Modification n°18 : PAS DU LOUP - OVALIE - domaine de la Providence : évolutions réglementaires à l'angle place de la Providence – avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1, création d'un périmètre de hauteur à 27 m et d'une implantation obligatoire) et modification du règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie ; suppression de l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

Modification n°19 : PORT MARIANNE – Pompignane – rue de Salaison - rue de la Vieille Poste – rue de Pinville : création de trois secteurs de zone 2U1-19, création d'un secteur de zone 4U2-4, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « *Plateau de la Pompignane* » afin de permettre le renouvellement urbain du secteur et l'introduction d'une mixité fonctionnelle (logements), création de l'emplacement réservé C258 entre la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville et élargissement de l'emplacement réservé C131 le long de la rue de la Vieille Poste afin d'améliorer les liaisons du secteur.

Modification n°20 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - secteur 1U9 : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5 m à 41,5 m) et élargissement de l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet Urbain Partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

Modification n°21 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Avenue du Mondial 98 - lotissement des Combelles : création d'une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, modification de l'emplacement réservé C99, modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et extension ponctuelle de la zone N, afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°22 : CENTRE – FIGUEROLLES – Avenue de la Liberté – rue Adam de Craponne : création d'un secteur de zone 2U1-18 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » afin d'orienter la mutation et le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°23 : CENTRE – ARCEAUX - avenue de la Gaillarde-rue de Louvain : suppression ponctuelle de l'emplacement réservé C31, l'élargissement de la voie n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°24 : MOSSON – Avenue des Moulins : modification de la règle de hauteur suppression de l'indice b et création de deux secteurs de zone 2U1-12 et 2U1-17 sur le secteur de l'Ecole supérieure de commerce afin d'optimiser le renouvellement urbain du site.

Modification n°25 : PORT MARIANNE – avenue Albert Einstein – rue de la Mogère : création d'un secteur de zone 1AU-7w, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « Einstein-Grammont » et création d'un emplacement réservé C257 le long de l'avenue Albert Einstein pour cheminement piéton afin de permettre la valorisation du secteur.

Modification n°26 : HOPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne – avenue du Major Flandre : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 afin d'améliorer les conditions de mutation du bâti.

Modification n°27 : CENTRE – BOUTONNET – rue Crova – rue du Colonel Marchand : extension du secteur de zone 3U1-4w afin d'ouvrir le secteur à la mixité (logements) et extension de la règle de mixité sociale au secteur 3U1-4.

Modification n°28 : PORT MARIANNE – rue de la Mogère – avenue Albert Einstein – Montaubérrou – Condamine : suppression des emplacements réservés C5, C6, C51, C77, C79, C136 et C217 pour prendre en compte de nouveaux scénarii de circulation sur le secteur.

Modification n°29 : HOPITAUX-FACULTES – Campus Saint-Priest : modification de l'emplacement réservé C150 pour faciliter l'implantation d'un restaurant universitaire.

Les modifications de forme

Modification de forme : Article 12 : remplacement des mentions « logements sociaux aidés par l'Etat » par « logements locatifs sociaux » pour prendre en compte la dénomination officielle du Code de la construction et de l'habitation.

2 – Déroulement de la procédure

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-37, le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été engagé par un arrêté en date du 21 mars 2018.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a émis, par délibération n°V2018-118 en date du 3 mai 2018, un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU.

Le projet de modification n°12 du PLU a pour effet de modifier les règles d'urbanisme spécifiquement applicables aux Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch, Restanque, Coteau, Ovalie, EAI, Consuls de Mer et Parc Marianne, créées à l'initiative de la Ville de Montpellier. L'avis de celle-ci a été sollicité au titre de l'article L.153-39 du Code de l'urbanisme. Par délibération n°V2018-299 en date du 27 septembre 2018, le Conseil Municipal a émis un avis favorable.

Le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier a été notifié avant ouverture de l'enquête publique aux Préfets de Région et de Département, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil départemental, à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, à la Chambre de métiers, à la Chambre d'agriculture, personnes publiques associées mentionnées à l'article L. 132-7 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'au Maire de la Ville de Montpellier conformément aux dispositions de l'article L.153 - 40 du Code de l'urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2018 DKO 249 en date du 23 octobre 2018, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°MAR2018-0293, en date du 10 décembre 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ensuite soumis à enquête publique, du 2 janvier 2019 au 4 février 2019 inclus, le projet de modification n°12 du PLU.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 28 février 2019 à Montpellier Méditerranée Métropole, un avis favorable au projet de modification n°12 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques destinataires des dossiers de modification n°12 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- par courrier en date du 21 décembre 2018, la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU ;
- par courrier en date du 15 janvier 2019, la Préfecture de l'Hérault - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a émis plusieurs remarques sur le projet de modification n°12 du PLU :
 - concernant le point de modification n°25, elle a rappelé que le PLU fait l'objet d'une révision lorsqu'il ambitionne d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives ; que, dans l'hypothèse où Montpellier Méditerranée Métropole venait à maintenir ce point, le dossier devait être complété par un état des acquisitions foncières réalisées sur le secteur afin de justifier le recours à la procédure de modification ;
 - également sur le point n°25, elle a demandé que l'orientation d'aménagement et de programmation créée aborde spécifiquement le traitement des franges avec les domaines classés monuments historiques du château de Flaugergues et de Montaubérou, afin de garantir une intégration paysagère et architecturales exemplaire ;
 - concernant les modifications portant notamment sur l'adaptation réglementaire de la hauteur autorisée des bâtiments (modification n°2, 12, 22 et 24), elle a demandé que le dossier de modification soit complété par les études paysagères ayant justifié ces points de modification, ceci afin de démontrer l'absence d'impact sur le paysage ;
 - concernant le point de modification n°28, elle considère que l'application de la servitude de mixité sociale aux secteurs de zone 3U1-4 pourrait être en contradiction avec le caractère général de la zone qui est de répondre aux besoins d'évolution des constitutions qui occupent ces secteurs et suggère une modification de zonage du type 2U ;
 - enfin, elle souligne que les changements de zonages opérés sur d'anciennes zones à vocation économique (secteurs Pompignane et rue de Puech Villa) risquent de générer un nouveau besoin de foncier pour les activités économiques à relocaliser.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique

Dix-sept observations ont été émises, qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, ou qu'elles aient été adressées par courriel au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- une remarque concernant l'évolution du zonage le long de la rue de Puech Villa (modification n°10), demandant que la parcelle TC n°2 soit incluse dans l'extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa (modification n°10) ;
- une remarque contestant la modification de l'emplacement réservé C26 entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue Michel Colucci (modification n°11) ;
- une remarque concernant le site de l'EAI (modification n°17), demandant de porter à 24 mètres la hauteur de trois bâtiments situés autour de la place d'Armes ;
- **des remarques concernant le secteur de la Pompignane (modification n°19) :**
 - s'inquiétant de l'accroissement des circulations, notamment rue de Pinville, et des difficultés de stationnement ;
 - déplorant l'absence d'une desserte en transports en commun performante, d'un réseau de déplacements doux cohérent et adapté et le manque d'espaces verts ;
 - demandant l'engagement de la réalisation du projet d'aménagement présenté par Roland Castro ;

- s'inquiétant de la dépollution des sols ;

- **des remarques concernant le secteur Gambetta –Figuerolles (modification n°22) :**

- déplorant la densification du secteur, avec notamment l'évolution des hauteurs jusqu'à 24 mètres ;

- contestant, dans l'orientation d'aménagement et de programmation créée sur le secteur « Liberté – Chaptal », la disposition prévoyant une bande végétalisée de 10 mètres minimum en pleine terre, le long de l'avenue de la Liberté et proposant de remplacer la contrainte de pleine terre par une contrainte de végétalisation de la dalle ;

- **des remarques concernant le secteur avenue Albert Einstein – rue de la Mogère (modification n°25) ;**

- demandant si des terrains particuliers allaient devenir constructibles ;

- demandant la garantie que l'aménagement de la parcelle RC 2 maintienne notamment une voie d'accès privée à la parcelle RC 6 ainsi que des dispositifs de lutte contre le risque inondations ;

- contestant l'urbanisation de terres agricoles et sollicitant la création dans le PLU de périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ou de zones agricoles protégées ;

- **des remarques concernant les règles de stationnement (modification de forme) :**

- déplorant les quotas de places de stationnement dans les secteurs proches du tramway ;

- **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**

- souhaitant qu'une attention soit portée au patrimoine bâti, au patrimoine archéologique, au patrimoine naturel et aux espaces boisés du quartier Gare ;

- demandant que le projet du quartier Nouveau Saint-Roch soit un projet équilibré incluant des activités économiques, des équipements scolaires et sportifs, une maison des associations ;

- s'inquiétant des impacts du projet de quartier Nouveau Saint Roch sur la circulation automobile ;

- **des remarques d'ordre général** portant sur la procédure de consultation, l'orientation générale des modifications proposées et l'uniformisation de la ville.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le Commissaire enquêteur.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, **il est proposé d'amender le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier**, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. En particulier :

- **Concernant l'observation de l'Etat relative au secteur avenue Albert Einstein-rue de la Mogère (point n°25)**, il est à noter que Montpellier Méditerranée Métropole considère que cette évolution vise avant tout à corriger une erreur d'appréciation du PLU quant au classement des parcelles concernées, celles-ci étant desservies par les réseaux depuis l'avenue Einstein, et non une ouverture à l'urbanisation partielle de la zone AU0-4w. Il convient d'ajouter que la maîtrise foncière publique à l'échelle de l'ensemble de la zone AU0 est amplement suffisante à ce jour pour justifier le reclassement global de la zone AU0-4w en zone AU ouverte mais que cette hypothèse n'avait pas été initialement retenue. Considérant la différence d'appréciation entre la Métropole et les services de l'Etat s'agissant de la procédure à conduire pour corriger cette erreur de classement, il a été proposé au commissaire enquêteur, par souci de sécurité juridique, de retirer le point n°25 du projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier. Ce dernier, qui n'avait pas de remarque particulière sur le fond quant aux évolutions proposées dans ce secteur, a convenu de cette réponse. Montpellier Méditerranée Métropole envisagera cette évolution dans le cadre d'une procédure ultérieure.

- **Concernant la remarque de l'Etat portant sur les adaptations réglementaires de la hauteur autorisée des bâtiments (points n°2, 12, 22 et 24)**, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé de compléter la notice du projet de modification par des insertions paysagères démontrant l'absence d'impacts des évolutions projetées.

- **Concernant l'observation relative à l'extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa (point n°10)**, Montpellier Méditerranée Métropole, favorable au maintien d'une cohérence urbaine et réglementaire le long de la rue Puech Villa, a proposé au commissaire enquêteur qui a souligné la cohérence de cette position, de prendre en compte cette demande en étendant le secteur de zone 4U3-2 aux parcelles TC 2 et TC 137.

- **Concernant l'observation relative à la modification de l'emplacement réservé C26 (point n°11) pour voirie**, considérant que la création d'un emplacement réservé constitue une disposition conservatoire traduisant l'intention de réaliser à plus ou moins long terme une voie publique sans pour autant que les modalités de mise en œuvre opérationnelle de cette voie ne soient d'ores et déjà définies, considérant par ailleurs qu'il n'existe pas de projet d'évolution du square, situé sur la parcelle EL 178, propriété de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé au Commissaire enquêteur, qui en a convenu, de retirer ce point du dossier de modification n°12 du PLU. Montpellier Méditerranée Métropole envisagera une évolution de cet emplacement réservé dans le cadre d'une solution opérationnelle partagée et d'une procédure ultérieure d'évolution du document d'urbanisme.

- **Concernant la demande d'évolution de la hauteur autour de la place d'Armes (point n°17), dans le quartier de l'EAI**, Montpellier Méditerranée Métropole, considérant la qualité architecturale du projet qui viendrait améliorer l'habitabilité des bâtiments existants et la qualité de la façade urbaine autour de la place, a proposé au Commissaire enquêteur qui considère que la réponse de la Métropole est cohérente avec sa politique urbaine, de prendre en compte cette demande en élargissant le périmètre de hauteur 24 mètres autour de la place, et d'intégrer en conséquence cette adaptation réglementaire au projet de modification n°12 du PLU soumis à approbation.

- **Concernant la proposition de remplacer, dans l'orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » (point n°22)**, la contrainte de pleine terre par une prescription de plantation sur dalle permettant le développement de sujets à grand développement le long de l'avenue de la Liberté, Montpellier Méditerranée Métropole, propose, en accord avec le Commissaire enquêteur qui a convenu de l'opportunité de cette adaptation, de prendre en compte cette demande en modifiant l'orientation d'aménagement et de programmation dans le dossier de modification n°12 du PLU.

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MAR2018-0293 en date du 10 décembre 2018,
- des avis formulés par la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, l'Etat et la Ville de Montpellier,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification n°12 du PLU,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier,
- approuver le dossier de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier tel que modifié après enquête publique,
- tenir le dossier de modification n°12 du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Montpellier et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Stéphanie JANNIN, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bordereau contrôle de légalité
- Scan Deliberation executoire - PLU DE MONTPELLIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.